

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 130 DU 19 SEPTEMBRE 2014
MODIFIANT L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET1451128M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 est modifié comme suit :

Le premier alinéa est supprimé.

Le 1 est désormais libellé comme suit :

« Pour satisfaire aux obligations prévues par le présent accord, les entreprises nouvelles doivent adhérer à l'institution membre de l'ARRCO appartenant au groupe de protection sociale désigné, par voie de délibération ⁽¹⁾, pour le département (ou, pour Paris, l'arrondissement) où se situe leur siège social. »

Les 2 et 3 sont inchangés.

(1) Délibération 4 B.

Le 4 est désormais libellé comme suit :

« Toute nouvelle entreprise, même si elle n'emploie pas immédiatement de salariés, est tenue d'adhérer à une institution membre de l'ARRCO dans le respect des règles précitées dans le présent article.

Cette adhésion n'implique aucun versement de cotisations jusqu'à l'embauche de salariés. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant s'appliquent aux entreprises nouvelles créées à compter du 1^{er} janvier 2015.

Fait à Paris, le 19 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)